



BURKINA FASO

| mort de l'influenceur Alino
Faso – la colère monte à
Ouagadougou, Abidjan promet
transparence et coopération

CENTRAFRIQUE

| Faustin-Archange Touadéra
confirme sa candidature pour un
troisième mandat présidentiel

CAMEROUN

| la police nationale secouée
par un scandale sexuel
– plusieurs responsables
suspendus

CAN FÉMININE 2025

| les Super Falcons du Nigeria sur
le toit de l'Afrique pour la dixième
fois

GRAND FORMAT

Côte d'Ivoire

ALASSANE OUATTARA : ET DE 4 ?

SOMMAIRE

POLITIQUE

BÉNIN : 65E ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE - UN DÉTACHEMENT MILITAIRE IVOIRIEN DÉFILE AUX CÔTÉS DES TROUPES BÉNINOISES, L'AES DÉCLINE L'INVITATION DE PATRICE TALON

5

MALI : LES FORCES ARMÉES MÈNENT UNE OPÉRATION CIBLÉE CONTRE DES CHEFS D'AQMI À KIDAL

6

BURKINA FASO : MORT DE L'INFLUENCEUR ALINO FASO - LA COLÈRE MONTE À OUAGADOUGOU, ABIDJAN PROMET TRANSPARENCE ET COOPÉRATION

7

CAMEROUN : CONTENTIEUX AUTOUR DE LA LISTE PROVISoire DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE - 35 RECOURS DÉPOSÉS AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

8

CENTRAFRIQUE : FAUSTIN-ARCHANGE TOUADÉRA CONFIRME SA CANDIDATURE POUR UN TROISIÈME MANDAT PRÉSIDENTIEL

9

ÉCONOMIE

NIGERIA : APPROVISIONNEMENT EN CARBURANT - DANGOTE LANCE UNE INITIATIVE RÉVOLUTIONNAIRE DE 720 MILLIARDS DE NAIRAS

12

GRAND FORMAT

**CÔTE D'IVOIRE
ALASSANE OUATTARA :
ET DE 4 ?**



13 - 21

SOCIÉTÉ

CAMEROUN : LA POLICE NATIONALE SECOUÉE PAR UN SCANDALE SEXUEL - PLUSIEURS RESPONSABLES SUSPENDUS

24

ANGOLA : VIVE PROTESTATION CONTRE LA HAUSSE DU PRIX DU CARBURANT - AU MOINS CINQ MORTS ET PLUS DE 1 200 INTERPELLATIONS

25

CAN FÉMININE 2025 : LES SUPER FALCONS DU NIGERIA SUR LE TOIT DE L'AFRIQUE POUR LA DIXIÈME FOIS

26

NIGER : L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS À NIAMEY SUSPEND LA DÉLIVRANCE DE VISAS JUSQU'À NOUVEL ORDRE

27

A person wearing a blue suit, white shirt, and dark tie is holding a light-colored folder. The word "POLITIQUE" is overlaid in large, bold, white capital letters across the center of the image.

POLITIQUE



En savoir plus : infos@athari-as.com
+2250759956898 / infos@athari-as.com
Cote d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU

Politique



BÉNIN : 65E ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE – UN DÉTACHEMENT MILITAIRE IVOIRIEN DÉFILE AUX CÔTÉS DES TROUPES BÉNINOISES, L'AES DÉCLINE L'INVITATION DE PATRICE TALON

Le Bénin a célébré, ce vendredi 1er août 2025 à Cotonou, le 65e anniversaire de son indépendance, marqué par un défilé militaire solennel sur la place de l'Amazone. Cette cérémonie a été marquée par la participation notable d'un détachement des forces armées de Côte d'Ivoire, symbolisant la coopération sécuritaire entre les deux nations. En revanche, l'absence des représentants militaires du Burkina Faso et du Niger, malgré leur invitation, a mis en lumière les tensions diplomatiques persistantes dans la région.

Sous haute surveillance, le défilé s'est déroulé dans une atmosphère à la fois festive et solennelle, illustrant la volonté du Bénin d'affirmer son unité nationale et

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

SPÉCIALITÉS

DIABÈTE, - TROUBLES MÉTABOLIQUES - NUTRITION CLINIQUE-
MEDECINE GÉNÉRALE - GYNÉCOLOGIE - PÉDIATRIE-LABORATOIRE

CONTACTS

07 10 78 14 06/27 22 34 55 60 / CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

RIVIERA PALMERAIE, ROSIERS PROGRAMME 2, BARRIÈRE 2



Politique



MALI : LES FORCES ARMÉES MÈNENT UNE OPÉRATION CIBLÉE CONTRE DES CHEFS D'AQMI À KIDAL

Les Forces armées maliennes (FAMA) ont récemment conduit une opération de précision dans le nord de Kidal, visant des responsables d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Cette action s'inscrit dans un contexte de pression militaire accrue contre les groupes jihadistes, notamment l'État islamique au Sahel (EIS), actif principalement dans les régions de Gao et de Ménaka.

L'état-major général des armées du Mali a indiqué que l'opération visait des leaders de rang international, directement impliqués dans la planification et la coordination des actions du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) sur le territoire malien et dans l'ensemble de la région sahélienne.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



ECLAIR
CONSULTING
Made investment successful

*la langue au service de
l'influence africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis / Riviera
Palmeraie route Y4 Abidjan ,
Abidjan , Cote d'Ivoire

Politique

BURKINA FASO : MORT DE L'INFLUENCEUR ALINO FASO – LA COLÈRE MONTE À OUAGADOUGOU, ABIDJAN PROMET TRANSPARENCE ET COOPÉRATION



Le 30 juillet 2025, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés au mémorial Thomas Sankara à Ouagadougou pour exprimer leur indignation après le décès tragique de l'influenceur burkinabè Alino Faso, survenu la semaine précédente en Côte d'Ivoire. Le rassemblement, marqué par des slogans virulents et des revendications claires, s'est dirigé vers l'ambassade de Côte d'Ivoire. Les manifestants, vêtus de blanc, brandissaient des pancartes à l'effigie d'Alino Faso ainsi que des drapeaux burkinabè et russes.

Ils réclament une autopsie indépendante afin de déterminer les véritables causes de la mort, une enquête approfondie sur les circonstances entourant le drame,

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique

CAMEROUN : CONTENTIEUX AUTOUR DE LA LISTE PROVISOIRE DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE – 35 RECOURS DÉPOSÉS AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL



Le climat politique camerounais se tend à l'approche de l'élection présidentielle prévue le 12 octobre 2025. Depuis le 29 juillet, le Conseil constitutionnel a enregistré 35 recours contestant la publication de la liste provisoire des candidats. Ces requêtes portent à la fois sur des demandes de réhabilitation de candidatures rejetées et sur des contestations de candidatures validées, y compris celle du président sortant, Paul Biya.

Parmi les requérants figurent Bertin Kissob, candidat non retenu, ainsi que Léon Theiller Onana et Bello Yaya. Tous trois s'opposent à la validation de la candidature de Paul Biya,

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique



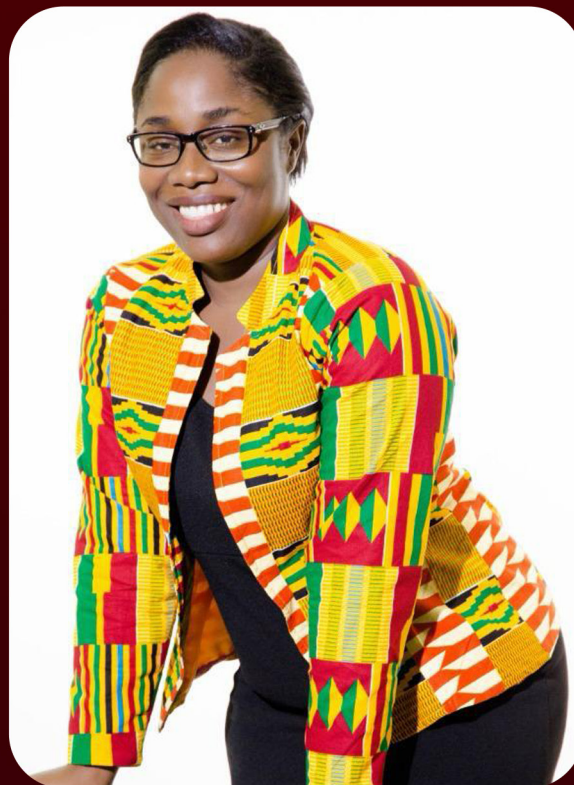
CENTRAFRIQUE : FAUSTIN-ARCHANGE TOUADÉRA CONFIRME SA CANDIDATURE POUR UN TROISIÈME MANDAT PRÉSIDENTIEL

Faustin-Archange Touadéra a officiellement déclaré sa candidature à l'élection présidentielle de décembre 2025, visant un troisième mandat à la tête de la République centrafricaine. L'annonce a été faite à l'occasion du congrès du Mouvement Coeurs Unis (MCU), tenu à Bangui les 25 et 26 juillet.

« Je suis conscient des défis qui restent à relever pour la paix, la stabilité et le développement de notre nation. Aujourd'hui, à cinq mois de la future présidentielle, ma réponse n'est plus à reporter : je dis oui », a déclaré le président sortant, affirmant assumer cette candidature « avec un sens élevé du devoir ».

La Centrafrique a adopté une nouvelle Constitution le 30 août 2023, supprimant la limitation du nombre de mandats présidentiels et instaurant un mandat de sept ans, renouvelable.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



En savoir plus : <https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97 / info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Cote d'Ivoire

ÉCONOMIE



Economie

Nigeria : Approvisionnement en carburant – Dangote lance une initiative révolutionnaire de 720 milliards de nairas



Dans un effort ambitieux visant à transformer la chaîne d'approvisionnement énergétique du Nigeria, la raffinerie Dangote a annoncé le déploiement de 4 000 camions fonctionnant au gaz naturel comprimé (GNC). Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme national doté d'un budget de 720 milliards de nairas, qui entend repenser en profondeur l'acheminement du carburant à travers tout le territoire nigérian.

Ces nouveaux camions, récemment réceptionnés à Lagos, devraient entrer en service à partir du 15 août 2025. Leur mission : fluidifier la distribution du carburant raffiné dans un pays où les retards de livraison et les ruptures d'approvisionnement sont fréquents.

En optant pour une motorisation au GNC, Dangote Refinery cherche à contourner la volatilité des prix du diesel

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

A portrait of Alassane Ouattara, President of Côte d'Ivoire, smiling and wearing a dark blue suit, white shirt, and patterned tie. He is seated at a wooden desk with his hands clasped. The background is a warm, wood-paneled interior.

GRAND FORMAT

Côte d'Ivoire

ALASSANE OUATTARA : ET DE 4 ?

Côte d'Ivoire

Alassane Ouattara : et de 4 ?



Le mardi 29 juillet dernier, lors d'une déclaration officielle, le président Alassane Ouattara a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2025, brigant ainsi un quatrième mandat à la tête de l'État ivoirien. L'annonce, diffusée en direct à la télévision nationale, a immédiatement provoqué une onde de choc dans la classe politique comme dans l'opinion publique, tant par la gravité du ton adopté que par le moment choisi – à moins de trois mois d'un scrutin à haut risque.

Cette décision intervient dans un contexte politique tendu, marqué par des crispations, des remises en cause croissantes des libertés publiques et une relation conflictuelle entre le pouvoir et les partis d'opposition, accusés tantôt d'irresponsabilité, tantôt de vouloir semer le chaos.

Depuis plusieurs mois, la question d'une nouvelle candidature d'Alassane Ouattara planait comme une ombre sur le paysage politique. Malgré les signaux envoyés çà et là sur un possible retrait, aucun dauphin n'avait été officiellement désigné au sein du RHDP, ce qui entretenait le flou et alimentait les spéculations. Certains cadres du parti avaient, ces dernières semaines, multiplié les appels publics à une nouvelle candidature du chef de l'État, invoquant l'«urgence de préserver la stabilité».

Le caractère solennel de la déclaration présidentielle – teintée d'un ton grave, presque sacrificiel – renforce l'impression d'un choix imposé par les circonstances, plus que par une volonté personnelle de prolonger son règne. Le président Ouattara s'est d'ailleurs justifié en ces termes :

«Le devoir peut parfois transcender la parole donnée de bonne foi.»

Cette déclaration, qui marque le lancement officiel de la campagne présidentielle, polarise instantanément le débat public. Elle relance aussi de vieilles fractures au sein de l'opinion ivoirienne, entre partisans d'un président présenté comme garant de l'ordre et critiques d'un pouvoir jugé de plus en plus autoritaire et réfractaire à l'alternance démocratique.

Le climat politique, déjà électrisé, entre ainsi dans une nouvelle phase d'incertitude. Alors que l'opposition peine à parler d'une seule voix, et que les institutions de régulation électorale sont régulièrement mises en cause pour leur manque d'indépendance, la Côte d'Ivoire s'engage dans une séquence cruciale, où chaque prise de parole, chaque mobilisation, chaque posture institutionnelle pèsera lourd sur la crédibilité du processus électoral.



Les arguments du camp présidentiel

À l'issue de l'annonce de sa candidature, les partisans du président ont immédiatement enclenché une stratégie de justification et de légitimation, visant à cadrer ce quatrième mandat comme un choix de raison et de responsabilité, bien plus qu'un calcul politique personnel.

Le premier axe de communication du RHDP repose sur une idée centrale : la stabilité du pays ne saurait être mise en péril. Dans un contexte régional tendu, marqué par les coups d'État récurrents au Sahel, les menaces terroristes aux frontières nord, et les incertitudes économiques post-Covid et post-crise ukrainienne, la figure d'Alassane Ouattara est présentée comme un rempart

contre les turbulences.

Son bilan est mis en avant avec insistance : croissance économique soutenue, infrastructures en développement, réformes structurelles en cours et gestion maîtrisée de la dette. Le président sortant est alors présenté comme le seul capable de garantir la paix, de maintenir les équilibres ethno-politiques et de poursuivre la trajectoire de modernisation du pays.

Certains cadres du parti vont même plus loin, évoquant «la nécessité de protéger l'État contre les aventuriers», alimentant l'idée qu'en l'absence de Ouattara, la Côte d'Ivoire s'exposerait à un saut dans l'inconnu.

Dans son discours du 29 juillet, Alassane Ouattara n'a pas revendiqué ce nouveau mandat comme une ambition, mais comme un devoir. Il insiste sur le fait qu'il avait envisagé de passer la main, mais que les circonstances l'en empêchent. Cette rhétorique du sacrifice vise à dépolitiser l'acte de candidature, et à le présenter comme une réponse à une nécessité nationale.

Le message est clair : ce n'est pas le président qui veut rester, c'est la nation qui a besoin de lui.

L'absence de successeur clairement désigné a joué un rôle central dans cette dynamique. Ce vide stratégique, entretenu depuis plusieurs mois, a favorisé un réflexe de repli autour du leader fondateur.

Le parti a donc pu orchestrer un ralliement unanime, à travers des déclarations de soutien venues de toutes les régions et instances internes, renforçant l'idée que la candidature Ouattara n'est pas une décision unilatérale, mais une volonté collective.



Légalité vs légitimité : le débat sur le 4^e mandat

L'annonce de la candidature d'Alassane Ouattara pour un quatrième mandat n'a pas seulement suscité des réactions politiques ; elle a immédiatement ravivé un débat juridique, institutionnel et moral sur la nature

même de l'exercice du pouvoir en Côte d'Ivoire. Au cœur des interrogations : cette candidature est-elle légalement recevable ? Et surtout, est-elle démocratiquement acceptable ?

La réforme constitutionnelle de 2016 : remise à zéro ou artifice juridique ?

L'argument principal avancé par les partisans du président repose sur la nouvelle Constitution promulguée en 2016, qui aurait — selon eux — « remis les compteurs à zéro ». En d'autres termes, les deux mandats précédents (2010-2015, 2015-2020) relèveraient de l'ancienne République et ne compteraient plus dans le calcul des mandats autorisés par la Constitution actuelle.

Cette lecture a été confirmée en 2020 par le Conseil Constitutionnel, à l'occasion du précédent scrutin présidentiel, autorisant déjà un troisième mandat. Pour le RHDP, le

quatrième mandat de 2025 serait en réalité le deuxième dans le cadre de la Troisième République, donc conforme au droit positif. Cependant, de nombreux juristes et constitutionalistes contestent cette interprétation. Pour eux, la limitation du nombre de mandats n'est pas seulement une question de texte, mais une exigence démocratique fondamentale, dont le contournement par des artifices constitutionnels mine la crédibilité du pacte républicain. L'idée de « remise à zéro » est ainsi perçue comme une faille exploitée volontairement, plutôt qu'un véritable effet juridique.

Une légalité formelle, une légitimité contestée

Même si la candidature d'ADO respecte — en apparence — les règles constitutionnelles actuelles, elle soulève une objection de fond : le respect de l'esprit de la démocratie.

La limitation à deux mandats successifs, inscrite dans la Constitution, vise à prévenir la personnalisation du pouvoir, à favoriser l'alternance, et à consolider les institutions au-delà des individus.

En cela, un quatrième mandat, même « techniquement légal », peut être perçu comme une dérive autocratique, affaiblissant la confiance des citoyens dans le jeu démocratique.

C'est cette distinction entre légalité (ce que permet la loi) et légitimité (ce que la société accepte comme juste) qui cristallise les débats.

Des institutions silencieuses ou alignées ?

Jusqu'à présent, le Conseil Constitutionnel n'a pas encore rendu de décision spécifique sur cette nouvelle candidature, mais son précédent positionnement laisse peu de place au doute.

La Commission Électorale Indépendante (CEI), de son côté, s'est abstenue de tout commentaire, se contentant de rappeler le calendrier électoral.

Quid de l'opposition ?



À peine la candidature d'Alassane Ouattara annoncée, les regards se sont tournés vers l'opposition. Mais à ce jour, le paysage reste fragmenté, tiraillé entre ambitions personnelles, obstacles juridiques et tensions internes aux partis.

Tidjane Thiam, actuel président du PDCI-RDA, s'affiche comme le rival le plus structuré. Son interview-fleuve accordée à Alain Foka, quelques jours avant l'annonce de Ouattara, a fait couler beaucoup d'encre. Très en verve, il n'a pas hésité à tancer, hausser le ton. Son profil d'ancien dirigeant du Crédit Suisse et ses réseaux dans les sphères économiques et diplomatiques lui confèrent un poids certain, surtout auprès des classes moyennes urbaines et de la diaspora. Mais sa trajectoire est lourdement entravée par ses déboires juridiques, et notamment sa non-inscription sur la liste électorale.

Laurent Gbagbo n'a pour l'instant pas réagi à la candidature de son ancien adversaire. Ce silence interroge, d'autant plus que sa situation juridique n'a pas évolué depuis 2020. Toujours radié des listes électorales malgré son acquittement par la Cour pénale internationale, il reste frappé par une condamnation en Côte d'Ivoire dans l'affaire de la BCEAO. Sans levée claire de cette

sanction, il ne pourra pas se présenter. Ce flou génère une forme d'attentisme au sein du PPA-CI, qui, faute de clarification, peine à s'organiser et à parler d'une seule voix. Ahoua Don Mello, quant à lui, a pris tout le monde de vitesse en annonçant officiellement sa candidature, la présentant comme celle de la responsabilité, afin d'éviter que le PPA-CI n'ait pas de candidat pour octobre.

D'autres figures, issues d'anciens clivages mais toujours actives, s'inscrivent dans la course avec des positionnements singuliers. Assalé Tiémoko, député de Tiassalé et figure centrale du mouvement ADCI - Aujourd'hui et demain, la Côte d'Ivoire - mise sur une ligne indépendante, anticorruption et citoyenne. Sa voix porte, notamment grâce à son journal L'Éléphant Déchaîné, mais sa structuration politique reste embryonnaire.

Simone Gbagbo, ancienne Première Dame et fondatrice du MGC (Mouvement des Générations Capables), cultive un positionnement entre héritage militant et projet de refondation nationale. Elle mobilise un noyau de fidèles et tente de s'imposer comme une alternative féminine, souverainiste et morale, mais reste freinée par la mémoire de la crise postélectorale.

Charles Blé Goudé, avec le COJEP, tente de revenir sur la scène politique. Revenu d'exil, blanchi par la CPI, il multiplie les déplacements à l'intérieur du pays. Son discours a gagné en modération et en ouverture, mais il peine à rassembler au-delà de sa base historique de jeunesse militante, et sa stratégie électorale semble encore floue.

Guillaume Soro, enfin, demeure en exil. Condamné à la prison à perpétuité en Côte d'Ivoire, visé par un mandat d'arrêt, il reste pour l'instant hors-jeu sur le plan juridique. Son mouvement GPS - Générations et Peuples

Solidaires - reste actif sur les réseaux, mais sans réel ancrage territorial ni perspectives immédiates de retour.

L'ensemble de l'opposition souffre ainsi de handicaps majeurs : blocages juridiques, luttes d'ego, absence de coordination, manque de ressources, ou encore absence d'un leader consensuel capable d'unifier les forces autour d'un programme commun. Pendant ce temps, le RHDP, rassemblé autour d'un leader expérimenté, avance en ordre de bataille.



Scénarios et enjeux à l'horizon octobre 2025

À moins de trois mois de l'élection présidentielle, la Côte d'Ivoire s'engage dans une séquence politique décisive. L'annonce du président Ouattara, l'absence d'un front d'opposition clair et les tensions institutionnelles laissent entrevoir plusieurs trajectoires possibles pour le scrutin d'octobre 2025.








La première hypothèse, et sans doute la plus probable à ce stade, est celle d'une élection verrouillée. Le RHDP bénéficie d'un appareil

politique bien rôdé, d'une forte implantation territoriale, d'un contrôle institutionnel certain, et d'un leadership centralisé. Si l'opposition n'arrive pas à dépasser ses divisions ou à contourner les obstacles juridiques qui empêchent plusieurs de ses figures d'émerger, Alassane Ouattara pourrait être réélu dès le premier tour, dans un processus certes légal mais contesté sur le fond. Une telle configuration ferait ressurgir les critiques sur la dérive autoritaire du régime et renforcerait les soupçons d'un recul démocratique.



CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

SPÉCIALITÉS

-  Diabète
-  Troubles
métaboliques
-  Nutrition
clinique
-  Médecine
générale
-  Gynécologie
-  Pédiatrie
-  Laboratoire

Contacts

07 10 78 14 06 / 27 22 34 55 60 / cdna.medical@gmail.com

localisation

Riviera palmeraie, rosiers programme 2, barrière 2



Mais l'histoire politique ivoirienne est marquée par des ruptures inattendues. Une surprise électorale reste envisageable, notamment si une figure de l'opposition parvient à fédérer un large socle populaire et institutionnel autour d'un projet crédible. Cela supposerait toutefois un alignement rapide des forces adverses, une stratégie commune, et un travail de terrain intense. La faible mobilisation des jeunes électeurs, les indécis en zone urbaine, ou un événement exogène pourraient également bouleverser la donne.

Les risques pour la stabilité nationale sont réels. Une contestation postélectorale mal encadrée pourrait facilement dégénérer. La tentation de la désobéissance civile, les appels à la rue, ou l'émergence de foyers de violence localisée sont des scénarios redoutés par les observateurs, d'autant que le souvenir des violences postélectorales de 2010-2011 et des heurts de 2020 reste vif. Au niveau régional et international, la Côte d'Ivoire est sous surveillance. La CEDEAO, déjà fragilisée par les ruptures institutionnelles dans plusieurs États membres, joue sa crédibilité dans sa capacité à accompagner un processus électoral apaisé. Elle devra éviter à tout prix un nouveau point de tension dans un espace ouest-africain déjà éprouvé. La France et l'Union Européenne observeront avec attention le déroulement du scrutin, sans

doute plus en retrait qu'à l'accoutumée, en raison des tensions diplomatiques récentes. Les États-Unis maintiennent une approche fondée sur la stabilité et la lutte contre le terrorisme, tandis que la Chine, partenaire économique stratégique, reste fidèle à sa politique de non-ingérence.

Au milieu de ces préoccupations politiques et géopolitiques, les véritables priorités de la population risquent une fois de plus d'être reléguées au second plan. Les défis économiques restent immenses : chômage des jeunes, coût de la vie, informalité persistante, précarité dans les zones rurales, inégalités régionales. Le secteur éducatif souffre de sous-investissement, tandis que les questions de sécurité, notamment dans le nord du pays, nécessitent une stratégie renouvelée et inclusive. L'agenda social, environnemental et institutionnel mériterait un débat de fond, mais il est pour l'instant éclipsé par les enjeux de pouvoir.

L'élection d'octobre 2025 sera donc bien plus qu'un simple exercice électoral. Elle représente un test pour la résilience démocratique de la Côte d'Ivoire, un tournant dans la consolidation ou la remise en question de l'État de droit, et une balise pour l'avenir du pays dans une Afrique de l'Ouest en mutation rapide.



En savoir plus : <https://www.yodan.ci/>

(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Cote d'Ivoire



SOCIÉTÉ

Société



Cameroun : la police nationale secouée par un scandale sexuel – plusieurs responsables suspendus

La police nationale camerounaise est au cœur d'un scandale sexuel, après la diffusion de vidéos compromettantes impliquant deux policières. En réaction, le délégué général à la Sûreté nationale a pris des mesures disciplinaires immédiates, suspendant plusieurs responsables présumément impliqués.

Le 29 juillet 2025, trois fonctionnaires de police ont été suspendus de leurs fonctions. Parmi eux figure le commissaire divisionnaire Josué Ossomo, relevé de son poste de délégué régional de la Sûreté nationale du Centre. Les suspensions concernent également l'officier de police de deuxième grade Christelle Eboa et une autre fonctionnaire, également commissaire de police.

Lire plus : <https://hamanie.news/>



Un cabinet de conseil
engagé dans la
transformation durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com



Société



Angola : vive protestation contre la hausse du prix du carburant – au moins cinq morts et plus de 1 200 interpellations

Depuis le 28 juillet, Luanda, la capitale angolaise, est le théâtre de violentes émeutes déclenchées par une grève de trois jours des chauffeurs de taxis, protestant contre l'augmentation du prix du carburant. La mesure, décidée par les autorités le 1er juillet, a fait passer le prix de l'essence subventionnée de 300 à 400 kwanzas le litre (soit environ 0,33 à 0,43 dollar), suscitant un vif mécontentement au sein de la population.

Les manifestations ont rapidement dégénéré en violences, entraînant la mort d'au moins cinq personnes, ainsi que des actes de pillage et de vandalisme touchant de nombreux commerces. D'après le porte-parole de la police angolaise, Mateus Rodrigues, plus de 1 200 personnes ont été arrêtées, un chiffre susceptible d'augmenter à mesure que les opérations de maintien de l'ordre se poursuivent.

L'atmosphère reste extrêmement tendue à Luanda,

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Société

CAN Féminine 2025 : les Super Falcons du Nigeria sur le toit de l'Afrique pour la dixième fois



Les Super Falcons du Nigeria ont une nouvelle fois confirmé leur statut de référence continentale en remportant la Coupe d'Afrique des Nations féminine (CAN) 2025, après une victoire palpitante face au Maroc (3-2) en finale. Dans un stade olympique de Rabat acquis à la cause des Lionnes de l'Atlas, les Nigérianes ont fait preuve d'une remarquable résilience pour décrocher un dixième titre continental, privant ainsi le Maroc d'un sacre historique tant espéré.

Éliminées par le Maroc en demi-finale lors de l'édition 2022, les Super Falcons ont pris une éclatante revanche et conservent leur invincibilité en finale de CAN, avec un bilan impressionnant de 10 victoires en 10 finales disputées.

Une première mi-temps dominée par le Maroc

Le match a démarré sur un rythme élevé, avec une domination marocaine dans

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Société



Niger : l'ambassade des États-Unis à Niamey suspend la délivrance de visas jusqu'à nouvel ordre

L'ambassade des États-Unis à Niamey a annoncé la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de la délivrance de tous les types de visas — aussi bien pour les immigrants que pour les non-immigrants. Cette décision, fondée sur des documents du Département d'État américain datés du 25 juillet, s'inscrit dans un durcissement plus large de la politique migratoire mise en œuvre par l'administration Trump.

Déjà en juin dernier, le président américain avait imposé une interdiction d'entrée sur le territoire des États-Unis à des ressortissants de douze pays, dont sept pays africains, tout en renforçant les restrictions pour d'autres nations. La nouvelle directive du Département d'État cible spécifiquement le Niger, en excluant de la suspension les seuls visas diplomatiques et officiels.

Par ailleurs, les agents consulaires des autres représentations américaines ont été

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous



emmanuel.mian@mianmedia.com



(+33) 7 55 89 00 81



(+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com